

République du Sénégal

Un Peuple – Un But – Une Foi



MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET

RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE
DU TROISIEME TRIMESTRE 2025

Novembre 2025

Avant-Propos

Le présent rapport trimestriel d'exécution budgétaire est élaboré en application de l'article 70 de la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances. Il est publié conformément aux dispositions prévues au point 6.6 de l'annexe à la loi n° 2012-22 du 27 décembre 2012 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques.

À travers l'élaboration et la diffusion de ce rapport, le Gouvernement réaffirme son engagement en faveur de la transparence budgétaire et de la bonne gouvernance financière.

Ce rapport fournit une analyse exhaustive de la situation d'exécution du budget de l'État au terme du troisième trimestre 2025, établie au regard des prévisions de la loi n° 2025-02 du 28 juin 2025 portant Loi de Finances rectificative pour l'année 2025. Il présente, outre le point sur la conjoncture économique internationale et nationale, la situation détaillée de :

- la mobilisation des recettes du budget général ;
- l'exécution des dépenses du budget général ;
- l'exécution des ressources et des charges de trésorerie (financement) ;
- l'exécution du Fonds national de Retraite (FNR) ;
- l'exécution budgétaire du secteur parapublic.

Dans ce document, la monnaie de référence est le franc de la Communauté financière africaine (FCFA), sauf indication contraire.

Table des matières

Avant-Propos.....	2
Liste des tableaux	4
Liste des graphiques.....	4
Liste des sigles et abréviations	5
Résumé	6
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	8
II. LES RECETTES DU BUDGET GENERAL	10
II.1 Les recettes fiscales	10
II.1.1 Les impôts directs	10
II.1.2 Les impôts indirects	11
II.2 Les recettes non fiscales	12
II.3 Les dons.....	13
III. LES DÉPENSES DU BUDGET GENERAL.....	14
III.1 Les dépenses ordinaires.....	14
III.1.1 Les charges financières de la dette.....	15
III.1.2 Les dépenses de personnel	15
III.1.3 Les dépenses d'acquisition de biens et services	15
III.1.4 Les transferts courants.....	17
III.2 Les dépenses en capital	19
III.2.1 Les dépenses d'investissement financées sur ressources internes.....	19
III.2.2 Les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures	22
IV. DÉFICIT BUDGÉTAIRE À FIN SEPTEMBRE 2025.....	25
V. EXÉCUTION DU FONDS NATIONAL DE RETRAITE	26
VI.SITUATION DES ORGANISMES PUBLICS.....	26
VII. CONCLUSION ET PERSPECTIVES	27
ANNEXES.....	28

Liste des tableaux

TABLEAU 1 : SITUATION DES RECETTES BUDGÉTAIRES À FIN SEPTEMBRE 2025	10
TABLEAU 2 : SITUATION DES RECETTES FISCALES ET NON-FISCALES À FIN SEPTEMBRE 2025	13
TABLEAU 3 : SITUATION DES DONS EN CAPITAL À FIN SEPTEMBRE 2025	14
TABLEAU 4 : SITUATION D'EXÉCUTION DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL	14
TABLEAU 5 : RÉPARTITION DES TIRAGES PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE	23
TABLEAU 6 : SITUATION DES DÉCAISSEMENTS DES RÉTROCESSIONS À FIN SEPTEMBRE 2025	24
TABLEAU 7 : DÉFICIT BUDGÉTAIRE À FIN SEPTEMBRE 2025	25

Liste des graphiques

FIGURE 1 : COMPARAISON DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS PRIS EN CHARGE POUR LES DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	16
FIGURE 2 : RÉPARTITION FONCTIONNELLE DES DÉPENSES DE BIENS ET SERVICES À FIN SEPTEMBRE 2025	16
FIGURE 3 : COMPARAISON DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS PRIS EN CHARGE POUR LES DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS	17
FIGURE 4 : RÉPARTITION FONCTIONNELLE DES DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS	18
FIGURE 5 : COMPARAISON DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS PRIS EN CHARGE POUR LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT EXÉCUTÉES PAR L'ÉTAT	19
FIGURE 6 : RÉPARTITION FONCTIONNELLE DES INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT	20
FIGURE 7 : COMPARAISON DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS PRIS EN CHARGE POUR LES DÉPENSES DE TRANSFERTS EN CAPITAL	20
FIGURE 8 : RÉPARTITION FONCTIONNELLE DES DÉPENSES DE TRANSFERTS EN CAPITAL	21

Liste des sigles et abréviations

AE	Autorisation d'Engagement
ANSD	Agence nationale de la Statistique et de la Démographie
APD	Aide publique au Développement
ARTP	Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes
BAD	Banque africaine de Développement
BID	Banque islamique de Développement
BM	Banque mondiale
COSEC	Conseil sénégalais des Chargeurs
CP	Crédit de Paiement
CST	Comptes spéciaux du Trésor
DGB	Direction générale du Budget
DGCPT	Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor
DGD	Direction générale des Douanes
DGID	Direction générale des Impôts et des Domaines
DPBEP	Document de Programmation budgétaire et économique pluriannuelle
FERA	Fonds d'Entretien routier autonome
FMI	Fonds monétaire international
FSIPP	Fonds de Sécurisation des Importations de Produits pétroliers
IRVM/IRCM	Impôt sur le Revenu des Valeurs mobilières/Impôt sur le Revenu des capitaux mobiliers
ISEP	Instituts supérieurs d'Enseignement professionnel
LFI	Loi de Finances initiale
LFR	Loi de Finances rectificative
LOLF	Loi organique relative aux Lois de Finances
MFB	Ministère des Finances et du Budget
PforR	Prêt-programme pour les Résultats
PIB	Produit intérieur brut
PROMAD	Programme de Modernisation de l'Administration des Douanes
PSE	Prélèvement de Soutien au Secteur de l'Énergie
PUDC	Programme d'Urgence de Développement communautaire
TOFE	Tableau des Opérations financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur ajoutée
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine

Résumé

1. Au troisième trimestre 2025, l'exécution du budget de l'État s'est inscrite dans un **environnement économique mondial** contrasté, marqué par un ralentissement de la croissance américaine, une reprise modérée dans la Zone euro et une résilience des économies émergentes. Dans l'espace UEMOA, l'activité économique resterait bien orientée tandis qu'au niveau national, la croissance du PIB réel demeurerait solide, portée principalement par l'exploitation des hydrocarbures.
2. Les **recettes du budget général** se sont établies à 3 254,0 milliards pour un objectif annuel de 4 668,9 milliards, soit un taux de recouvrement de 69,7%.
3. **Les recettes fiscales** ont atteint 2 987,9 milliards (soit 72,9% de l'objectif annuel). Elles sont en progression de 211,1 milliards en glissement annuel, soit 7,6%.
4. **Les recettes non fiscales** ont été collectées pour un montant de 214,2 milliards, représentant 75,8% de l'objectif annuel.
5. **Les dons** ont atteint 52,0 milliards, soit 18,1% de la cible annuelle. Ils sont constitués de dons budgétaires (3,3 milliards) et de dons en capital (48,7 milliards).
6. **Les ressources de trésorerie** ont été mobilisées à hauteur de 3 655,8 milliards, soit 64,0% du besoin annuel de 5 715,6 milliards. Elles sont composées majoritairement des levées sur les marchés financiers évaluées à un montant de 2 775,1 milliards, soit 73,6% des prévisions annuelles. Les autres instruments d'emprunt dont la mobilisation est conditionnée à la réalisation effective des investissements ou prestations y relatifs sont moins performants (Emprunts projets) avec un taux de mobilisation de 62,5%. Les ressources de trésorerie mobilisées, sur les neufs premiers mois de l'année 2025 ont permis de couvrir l'ensemble des charges de trésorerie constatées à fin septembre 2025 ainsi que le déficit budgétaire de 1059,0 milliards.
7. **Les dépenses totales du budget général** ont été maîtrisée à hauteur de 4 313,0 milliards, correspondant à 67,8% des prévisions de la LFR 2025 (6 364,5 milliards).
8. Concernant les **dépenses ordinaires**, elles ont atteint 3 220,8 milliards (72,7% des prévisions budgétaires), portées essentiellement par les transferts courants (1 169,4 milliards) et la masse salariale (1 082,8 milliards). Les charges financières de la dette se sont situées à 705,7 milliards, traduisant la prise en charge des emprunts bancaires contractés hors autorisation parlementaire.
9. S'agissant des **dépenses en capital**, elles ont été réalisées à hauteur de 1 092,2 milliards à fin septembre 2025, représentant 56,4% des prévisions de la LFR. Les investissements sur ressources internes ont atteint 418,9 milliards (soit un taux d'exécution de 71,4%), et ceux sur ressources externes 673,3 milliards (49,9% de réalisation). Les transferts en capital ont connu une exécution globalement satisfaisante avec 378,1 milliards pour une cible de 437,7 milliards (soit 86,4%), tandis que les investissements directs de l'État sont demeurés relativement faibles, atteignant 40,8 milliards (soit 27,4%).

10. **Le déficit budgétaire** est ressorti à 1 059,0 milliards à fin septembre 2025, soit 4,88% du PIB pour une cible annuelle de 7,82% du PIB.
11. L'équilibre financier du **Fonds national de Retraite (FNR)** a été maintenu sur les neuf premiers mois de 2025. Les recettes ont atteint 137,9 milliards et les dépenses se sont élevées à 112,2 milliards, générant un excédent de 25,7 milliards, en amélioration de 2,1 milliards par rapport à septembre 2024.
12. Les **cent soixante-huit (168) organismes publics** suivis ont disposé d'un budget cumulé de 2 210,0 milliards, exécuté à hauteur de 1 053,0 milliards, soit 47,7% à fin septembre 2025. Ces dépenses sont réparties entre le fonctionnement pour 762,9 milliards et l'investissement pour 290,1 milliards.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Au troisième trimestre 2025, **l'environnement économique mondial** a été marqué par une incertitude élevée, bien qu'en légère atténuation par rapport aux trimestres précédents. Les principales sources d'instabilité restent les politiques tarifaires américaines, les risques de soutenabilité budgétaire dans les économies avancées et la volatilité accrue des marchés des actions. Dans ce contexte, le FMI a révisé à la hausse ses prévisions de croissance mondiale pour 2025, en les portant de 3,0%¹ à 3,2%², tout en maintenant les prévisions d'inflation à 4,2%.

Aux **États-Unis**, la croissance ralentirait au troisième trimestre 2025, avec une progression du PIB réel projetée à 1,8 % en rythme annuel, après 2,1% au trimestre précédent. L'économie américaine demeure confrontée à plusieurs déséquilibres. L'inflation se maintient autour de 3,0% en glissement annuel, portée par la hausse des prix des services et les effets persistants des politiques tarifaires. Parallèlement, le marché du travail affiche des signes de ralentissement, caractérisé par une décélération des créations d'emplois et un taux de chômage à 4,3%. Dans cette situation, la Réserve fédérale (FED) a amorcé un assouplissement prudent de sa politique monétaire en août 2025, après plusieurs trimestres de maintien de la fourchette cible du taux des fonds fédéraux. Cette inflexion a conduit les marchés à ajuster à la baisse leurs anticipations concernant la trajectoire future des taux directeurs.

Dans la **Zone euro**, la reprise économique s'est poursuivie mais à un rythme modéré, avec une croissance en glissement annuel de 1,3% au troisième trimestre 2025, contre 1,5% au trimestre précédent. La situation économique se caractérise par des défis à court terme dans le maintien de l'équilibre entre stabilité des prix et croissance. L'inflation globale fluctue autour de l'objectif de 2% de la Banque centrale européenne (BCE). Les perspectives économiques dans la zone se sont améliorées selon les dernières projections du FMI, soutenues par les mesures de relance budgétaire planifiées et l'orientation accommodante de la politique monétaire.

Les principales économies émergentes ont été résilientes sur la période sous revue. L'**économie chinoise** a enregistré une croissance de 4,8% au troisième trimestre 2025, en repli par rapport au 5,2% du trimestre précédent, malgré la suspension temporaire des tarifs douaniers sur la période. La demande intérieure demeure atone en raison de la persistance de la crise immobilière, tandis que des pressions déflationnistes se sont maintenues tout au long de l'année (baisse de 0,3% des prix à la consommation en septembre). En **Inde**, la croissance resterait soutenue au troisième trimestre 2025 pour s'établir à 7,9%, après 7,8% un trimestre auparavant, portée par les investissements dans les infrastructures et la bonne tenue de la consommation privée.

Au **Nigeria**, principal partenaire commercial de l'UEMOA, la croissance du PIB réel est attendue à 3,0% au troisième trimestre 2025 par rapport à la même période de l'année 2024, après un niveau de 4,2% au trimestre précédent. Cette progression du PIB a été

¹ Cf. mise à jour des perspectives de l'économie mondiale (PEM) publiées en juillet 2025.

² Cf. Perspectives de l'économie mondiale (PEM) parues en octobre 2025.

soutenue par la reprise du secteur pétrolier et la bonne orientation de l'activité dans les autres secteurs.

Dans l'**Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)**, la croissance a connu un léger ralentissement, ressortant à 6,5% en rythme annuel au troisième trimestre 2025, contre 7,0% trois mois auparavant. Parallèlement, l'inflation a fléchi, en se situant à 0,6% à fin juin 2025, après 2,2% trois mois plus tôt.

Sur le plan interne, l'activité économique poursuivrait son dynamisme au troisième trimestre 2025, en lien avec l'exploitation des hydrocarbures. En rythme annuel, la croissance est ressortie à 12,1% au premier trimestre et à 11,8% au deuxième trimestre. L'inflation a été contenue à 1,1% en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année, dans un contexte de détente des cours internationaux des denrées alimentaires et de poursuite des subventions sur les produits de première nécessité.

II. LES RECETTES DU BUDGET GENERAL

À fin septembre 2025, les recettes du budget général se sont chiffrées à 3 254,0 milliards, contre une prévision de 4 668,9 milliards dans la LFR, soit un taux de réalisation de 69,7% de l'objectif annuel. Cette situation résulte de l'amélioration conjuguée des recouvrements des recettes fiscales et des recettes non fiscales.

Tableau 1: Situation des recettes budgétaires à fin septembre 2025
(en milliards FCFA)

Nature des recettes	LFR 2025 (1)	Réalisations (2)	Taux de réalisation (3) = (2) / (1)
Recettes fiscales et non-fiscales	4 382,3	3 202,1	73,1%
Recettes fiscales	4 099,6	2 987,9	72,9%
Recettes non-fiscales	282,7	214,2	75,8%
Dons	286,6	52,0	18,1%
Dons budgétaires	45,0	3,3	7,3%
Dons en capital	241,6	48,7	20,2%
Total recettes budgétaires	4 668,9	3 254,0	69,7%

Source : Ministère des Finances et du Budget

II.1 Les recettes fiscales

Les recettes fiscales se sont élevées à 2 987,9 milliards à fin septembre 2025, soit 72,9% de l'objectif annuel de 4 099,6 milliards. En glissement annuel, elles ont connu une progression soutenue de 211,1 milliards, soit 7,6%, portée essentiellement par les hausses des impôts directs et des impôts indirects.

II.1.1 Les impôts directs

Ils sont recouvrés pour un montant de 1 172,0 milliards, soit 81,9% de l'objectif annuel de 1 430,4 milliards. En glissement annuel, les impôts directs ont progressé de 119,2 milliards (+11,3%), portés par :

- l'impôt sur les sociétés : 432,9 milliards, soit un taux de réalisation de 100,7% par rapport à l'objectif annuel de 429,9 milliards ;
- l'impôt sur le revenu : 578,1 milliards pour une cible de 849,2 milliards, soit 68,1% ;
- la contribution forfaitaire à la charge de l'employeur (CFCE) : 41,1 milliards, soit un taux de 82,1% ;
- l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et l'impôt sur les capitaux mobiliers (IRVM/IRCM) : 111,5 milliards, un taux de réalisation de 128,7% par rapport à l'objectif annuel de 86,6 milliards ;
- la taxe sur la plus-value immobilière : 57,1%, soit 8,3 milliards mobilisés pour une cible annuelle de 14,6 milliards.

II.1.2 Les impôts indirects

Les impôts indirects sont ressortis à 1 661,2 milliards, représentant 67,2% de l'objectif annuel de 2 470,7 milliards. En glissement annuel, ils sont en hausse de 5,5%, soit 86,1 milliards. Ils sont constitués des taxes sur les biens et services, dont la TVA et des autres taxes tels que la taxe spéciale sur le ciment ainsi que la taxe sur les contrats d'assurance.

II.1.2.1 Les taxes sur les biens et services (TBS)

Les taxes sur les biens et services ont représenté 77,5% des impôts indirects et se sont chiffrées à 1 287,1 milliards à fin septembre 2025, soit un taux de réalisation de 66,0% par rapport à la cible annuelle. Elles sont composées essentiellement de :

- la TVA à l'importation : 533,9 milliards, avec un taux de réalisation de 73,7%. Elle est portée par la TVA import hors pétrole et TVA import pétrole pour respectivement 374,2 milliards et 159,7 milliards ;
- la TVA intérieure hors pétrole : 347,8 milliards, avec un taux de mobilisation 58,9% ;
- la TVA intérieure pétrole : 15,7 milliards, affichant un taux de réalisation de 39,9% ;
- la taxes spécifiques sur le pétrole : 159,2 milliards, avec un taux de recouvrement de 64,3% ;
- la taxe sur la consommation hors pétrole : 71,2 milliards, soit un taux de collecte de 64,0% ;
- la taxe sur les activités financières : 91,8 milliards, réalisée à hauteur de 67,4%.

II.1.2.2 Les autres taxes

Elles sont composées de :

- la taxe spéciale sur le ciment : 17,0 milliards, soit un taux de mobilisation de 75,0% ;
- la taxe sur les contrats d'assurance : 12,0 milliards, soit un taux de réalisation de 88,8%.

II.1.2.3 Les droits de porte

Les droits de porte ont été réalisés pour un montant de 305,2 milliards à fin septembre 2025, soit 71,4% de l'objectif annuel de 427,2 milliards, répartis comme suit :

- droits de porte hors pétrole : 265,6 milliards, soit 70,5% de collecte ;
- droits de porte pétrole : 39,6 milliards, soit 78,4% de mobilisation.

Les autres droits et taxes perçus au cordon douanier ont atteint 68,9 milliards, répartis comme ci-après :

- PROMAD : 38,6 milliards, soit 70,7% ;
- PSE : 15,1 milliards, soit 83,0% ;
- COSEC : 15,2 milliards, soit 70,2%.

II.1.2.3 Les droits d'enregistrement et de timbre

Ces recettes ont été mobilisées pour un montant de 69,1 milliards, soit un taux de recouvrement de 50,4% de l'objectif de 137,0 milliards, répartis comme suit :

- droits d'enregistrement : 46,9 milliards, soit 47,1% ;
- droits de timbre : 22,2 milliards, soit 59,4%.

II.1.2.4 Le FSIPP

Les recettes issues du Fonds de Sécurisation des Importations de Produits pétroliers (FSIPP) ont été mobilisés pour un montant de 85,7 milliards, soit 139,0% de l'objectif annuel. Cette performance est imputable au niveau relativement faible des produits pétroliers sur les marchés internationaux par rapport aux prix intérieurs régulés.

II.2 Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales recouvrées à fin septembre 2025 se sont établies à 214,2 milliards, représentant 75,8% de l'objectif annuel de 282,7 milliards. Cette bonne mobilisation est attribuable aux catégories suivantes :

- la redevance radioélectrique (ARTP) : 44,5 milliards, soit un taux de 206,0% de l'objectif (21,6 milliards) ;
- les dividendes et produits financiers : 105,7 milliards (pour un objectif annuel de 69,6 milliards), dont dividendes (84,7 milliards, soit 163% de l'objectif annuel), commissions de transferts (20,5 milliards ou 123,5% de l'objectif) et intérêts de placements (0,4 milliard, soit 37% de la cible annuelle) ;
- les recettes d'exploitation pétrolière : 54,5 milliards, soit 79,5% de l'objectif de 68,6 milliards ;
- les revenus du domaine : 9,0 milliards, soit 31,1%.

Tableau 2 : Situation des recettes fiscales et non-fiscales à fin septembre 2025
(en milliards FCFA)

	Objectifs LFR 2025	sept. 2025	Taux de réalisation	sept. 2024	Variation par rapport à sept. 2024	
					absolue	relative
1- IMPOTS DIRECTS	1 430,4	1 172,0	81,9%	1 052,8	119,2	11,3%
impôts sur les sociétés	429,9	432,9	100,7%	385,9	47,0	12,2%
impôts sur le revenu	849,2	578,1	68,1%	536,5	41,6	7,8%
dont IR recouvrés par DGID	791,9	538,3	68,0%	498,6	39,7	8,0%
dont RAS CCAP	57,3	39,8	69,4%	37,9	1,9	5,1%
CFCE	50,1	41,1	82,1%	38,7	2,4	6,2%
IRVM / IRCM	86,6	111,5	128,7%	82,8	28,7	34,7%
Taxe sur la plus value immobilière	14,6	8,3	57,1%	8,9	-0,5	-6,1%
2- IMPOTS INDIRECTS (hors Fsiip)	2 470,7	1 661,2	67,2%	1 575,2	86,1	5,5%
2.1 TAXES SUR BIENS ET SERVICES (yc. TVA porte et tx exp)	1 949,0	1 287,1	66,0%	1 209,3	77,8	6,4%
Taxes sur biens et services intérieurs	1 224,5	753,2	61,5%	720,3	32,9	4,6%
TVA intérieure hors pétrole	590,4	347,8	58,9%	323,0	24,8	7,7%
TVA intérieure pétrole	39,3	15,7	39,9%	15,9	-0,2	-1,1%
Taxe sur les activités financières (TAF)	136,2	91,8	67,4%	86,2	5,7	6,6%
Taxe sur la Consommation Hors pétrole	111,2	71,2	64,0%	71,1	0,1	0,2%
Taxe spécifique pétrole	247,5	159,2	64,3%	156,8	2,4	1,5%
Taxe sur les véhicules et engins à moteur	21,6	13,7	63,3%	13,9	-0,2	-1,4%
Taxe sur les contrats d'assurance	13,5	12,0	88,8%	11,1	0,9	8,0%
Taxe spéciale sur le ciment	22,7	17,0	75,0%	16,6	0,5	2,7%
CSMC (Contrib. sp. prod. min. et carriè)	1,2	0,2	15,5%	0,6	-0,4	-68,3%
CST y c CODEC	37,9	23,1	60,9%	23,6	-0,5	-2,2%
PCA	3,0	1,5	49,2%	1,6	-0,1	-5,6%
TVA à l'import	724,5	533,9	73,7%	489,0	44,9	9,2%
Tva import hors pétrole	528,3	374,2	70,8%	351,0	23,3	6,6%
Tva import pétrole	196,2	159,7	81,4%	138,0	21,7	15,7%
2.2 Droit de porte	427,2	305,2	71,4%	300,8	4,4	1,5%
Droit de porte hors pétrole	376,7	265,6	70,5%	256,3	9,3	3,6%
Droit de porte pétrole	50,5	39,6	78,4%	44,4	-4,9	-10,9%
PSE	18,2	15,1	83,0%	10,7	4,4	41,6%
COSEC	21,7	15,2	70,2%	21,8	-6,6	-30,2%
PROMAD	54,6	38,6	70,7%	32,6	6,0	18,3%
3- DROITS ENREGIST. ET TIMBRE	137,0	69,1	50,4%	76,2	-7,1	-9,3%
Droits enregistrements	99,6	46,9	47,1%	53,5	-6,6	-12,3%
Droits de timbre	37,4	22,2	59,4%	22,7	-0,5	-2,3%
4- FSIPP	61,6	85,7	139,0%	72,7	13,0	17,9%
RECETTES FISCALES	4 099,7	2 987,9	72,9%	2 776,8	211,1	7,6%
5- Revenus du domaine	28,9	9,0	31,1%	26,3	-17,3	-65,8%
Recettes ARTP (redev.radioelectrique)	21,6	44,5	206,0%	23,4	21,1	90,1%
Dividendes et produits financiers	69,6	105,7	151,8%	85,4	20,3	23,8%
dont dividendes	51,8	84,7	163,6%	62,9	21,8	34,7%
dont intérêts de placement	1,2	0,4	37,0%	0,8	-0,4	-44,4%
dont Commissions de transferts	16,6	20,5	123,5%	21,7	-1,2	-5,5%
6- Autres recettes non fiscales et recettes div.	1,2	0,5	41,4%	1,3	-0,8	-61,8%
Recettes non fiscales / exploitat. Pétrole	68,6	54,5	79,5%	0,0	54,5	-
RECETTES NON FISCALES	282,7	214,2	75,8%	152,4	61,8	40,5%
TOTAL RECETTES	4 382,4	3 202,1	73,1%	2 929,2	272,9	9,3%

Source : Ministère des Finances et du Budget

II.3 Les dons

Au terme du troisième trimestre 2025, les dons reçus se sont chiffrés à 52,0 (soit un taux de réalisation de 18,1%). Ils sont constitués des dons en capital (48,7 milliards mobilisés, soit 20,2% des prévisions) et des appuis budgétaires (3,3 milliards ou 7,3% des prévisions).

Le tableau ci-dessous présente la situation des dons en capital mobilisés auprès des partenaires techniques et financiers.

Tableau 3 : Situation des dons en capital à fin septembre 2025

(en milliards FCFA)

BAILLEUR	Montants
Agence américaine pour le Développement international	1,8
Agence Française de Développement (AFD)	9,1
Banque Africaine de Développement (BAD)	1,7
Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA)	0,2
Banque Mondiale (BM)	18,4
Coopération Japonaise	4,6
Fonds International de Développement Agricole	0,1
Fonds Nordique de Développement	0,0
ITALIE	2,9
KFW Banque de Développement	5,4
Programme d'aide au développement	4,4
TOTAL	48,7

Source : Ministère des Finances et du Budget/DGB/DODP

III. LES DÉPENSES DU BUDGET GENERAL

Les dépenses budgétaires ont été exécutées à hauteur de 4 313,0 milliards à fin septembre 2025, correspondant à 67,8% des prévisions de la LFR.

Tableau 4 : Situation d'exécution des dépenses du budget général

(en milliards FCFA)

Rubriques	LFR 2025	Réalisations	Taux d'exécution
	(1)	(2)	(3) = (2) / (1)
Dépenses ordinaires	4 428,7	3 220,8	72,7%
Intérêts de la dette	1 057,1	705,7	66,8%
Dépenses de personnel	1 485,5	1 082,8	72,9%
Acquisitions de biens et services	415,8	262,8	63,2%
Transferts courants	1 470,3	1 169,4	79,5%
Dépenses en capital	1 936,1	1 092,2	56,4%
Dépenses en capital sur ressources internes	586,9	418,9	71,4%
<i>Investissements exécutés par l'Etat</i>	<i>149,2</i>	<i>40,8</i>	<i>27,4%</i>
<i>Transferts en capital</i>	<i>437,7</i>	<i>378,1</i>	<i>86,4%</i>
Dépenses en capital sur ressources externes	1 349,2	673,3	49,9%
Prêts projets	1 107,6	632,4	57,1%
Dons en capital	241,6	40,9	16,9%
Total dépenses du budget général	6 364,8	4 313,0	67,8%

Source : Ministère des Finances et du Budget/DGB

III.1 Les dépenses ordinaires

Les dépenses ordinaires ont été réalisées à hauteur de 3 220,8 milliards, soit 72,7% des prévisions de la LFR. Elles concernent les charges financières de la dette

publique, les dépenses de personnel, les acquisitions de biens et services et les transferts courants.

III.1.1 Les charges financières de la dette

Les charges financières de la dette, comprenant les intérêts et commissions, ont été réglées à hauteur de 705,7 milliards à fin septembre 2025 (soit 66,8% d'exécution des prévisions de la LFR). Elles sont réparties entre la dette extérieure (548,7 milliards, soit 77,8% du total) et la dette intérieure (157,0 milliards ou 22,2% du total).

III.1.2 Les dépenses de personnel

La masse salariale a été exécutée pour un montant de 1 082,8 milliards sur les neuf premiers mois de l'année, représentant 72,9% des crédits ouverts par la LFR. Comparativement à la même période de l'année précédente, elle a augmenté de 30,3 milliards en valeur absolue, soit 3,7%. La masse salariale est répartie entre :

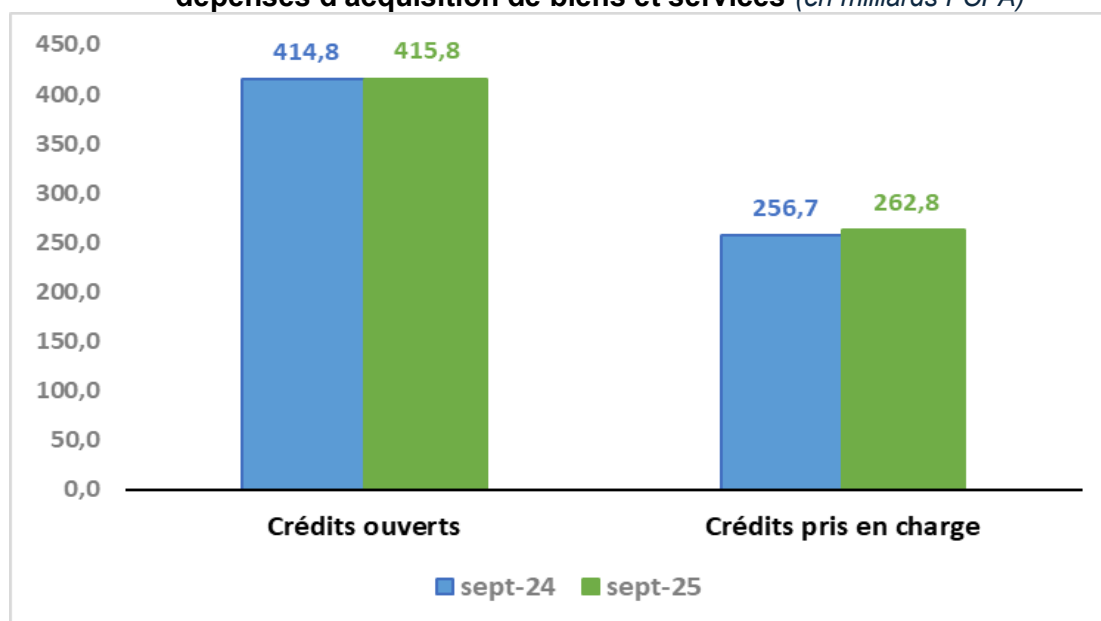
- la rémunération des salariés, arrêtée à 1 060,6 milliards (97,9% du total) ;
- les dépenses de prestations sociales payées à hauteur de 22,2 milliards (2,1% du total). Elles sont constituées principalement des dépenses de santé pour 14,0 milliards, des pensions d'invalidité de 7,7 milliards et des capitaux décès pour 0,2 milliard.

L'effectif des agents de l'État concernés est de 189 923 agents à fin septembre 2025, dont 184 855 agents permanents, constitués de fonctionnaires et non fonctionnaires et 5 068 contractuels.

III.1.3 Les dépenses d'acquisition de biens et services

Au 30 septembre 2025, les dépenses d'acquisitions de biens et services ont été exécutées à hauteur de 262,8 milliards, représentant 63,2% des prévisions de la LFR. En glissement annuel, ces dépenses sont en hausse de 6,1 milliards ou 2,4%.

Figure 1 : Comparaison des crédits ouverts et des crédits pris en charge pour les dépenses d'acquisition de biens et services (en milliards FCFA)

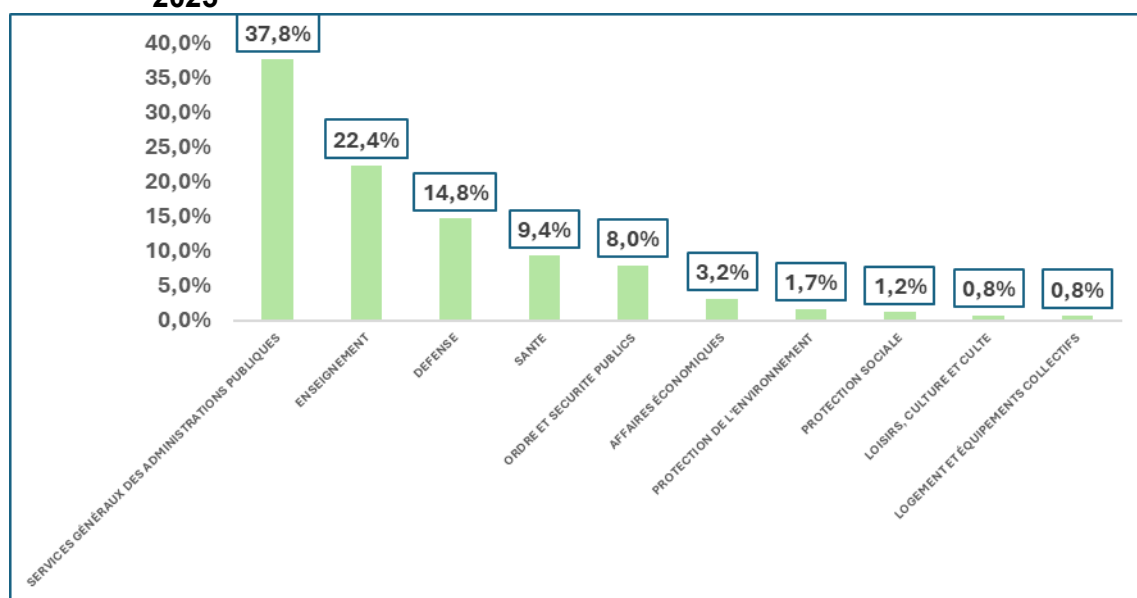


Source : Ministère des Finances et du Budget/DGB

Par destination fonctionnelle, les « Services généraux des administrations publiques » (94 milliards, soit 37,8%), l'« Enseignement » (56,1 milliards, 22,4%) et la « Défense » (36,9 milliards, 14,8%) totalisent 75,0% des dépenses d'acquisition de biens et services. Les autres fonctions à savoir la santé, l'ordre et sécurité publics, les affaires économiques, la protection de l'environnement et protection sociale, le logement et les équipements collectifs / Loisirs, Culture et culture concentrent 25% de ces dépenses.

Le graphique 2 ci-dessous présente la répartition fonctionnelle des dépenses d'acquisition de biens et services.

Figure 2 : Répartition fonctionnelle des dépenses de biens et services à fin septembre 2025



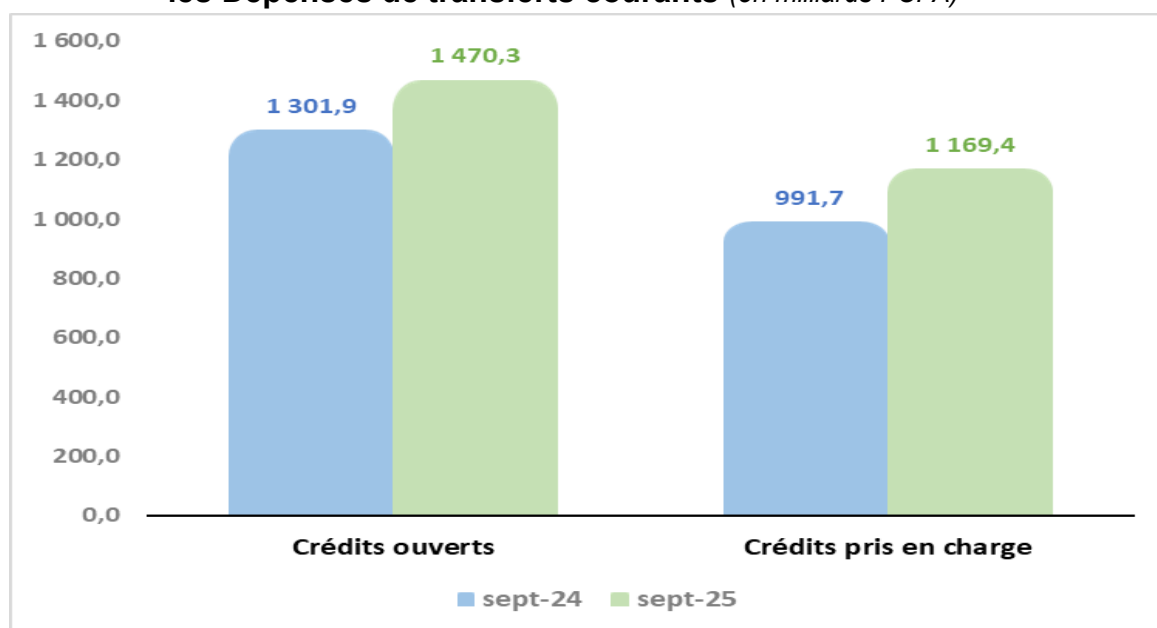
Source : Ministère des Finances et du Budget/DGB

III.1.4 Les transferts courants

Les dépenses de transferts courants ont été exécutées pour un montant de 1 169,4 milliards à fin septembre 2025, soit un taux de réalisation de 79,5% des prévisions budgétaires.

Par rapport à la même période de l'année 2024, elles sont en progression de 177,7 milliards, soit 17,9%. Cette évolution s'explique principalement par la hausse de 139,8 milliards (+51,4%) des subventions à l'énergie qui sont passées de 271,7 milliards à 411,6 milliards sur la période.

Figure 3 : Comparaison des crédits ouverts et des crédits pris en charge pour les Dépenses de transferts courants (en milliards FCFA)



Source : Ministère des Finances et du Budget/DGB

Selon la classification fonctionnelle, les montants exécutés au titre des dépenses de transferts courants se présentent comme suit :

Les « Affaires économiques » concentrent 599,8 milliards, soit 51,4% du total des transferts courants versés :

- au secteur de l'énergie : 411,6 milliards dont 32,0 milliards pour la compensation tarifaire en faveur de SENELEC ;
- à la SN La Poste : 12,0 milliards ;
- à la Société nationale de gestion du patrimoine du Train express régional : 20,9 milliards ;
- à l'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) : 10 milliards ;
- à la compagnie « Air Sénégal » : 19,5 milliards ;
- à « Dakar Dem Dikk » : 6,9 milliards ;
- aux cotonculteurs (subventions) : 3,5 milliards.

Les transferts courants au secteur de l'« Enseignement » sont orientés principalement vers la prise en charge :

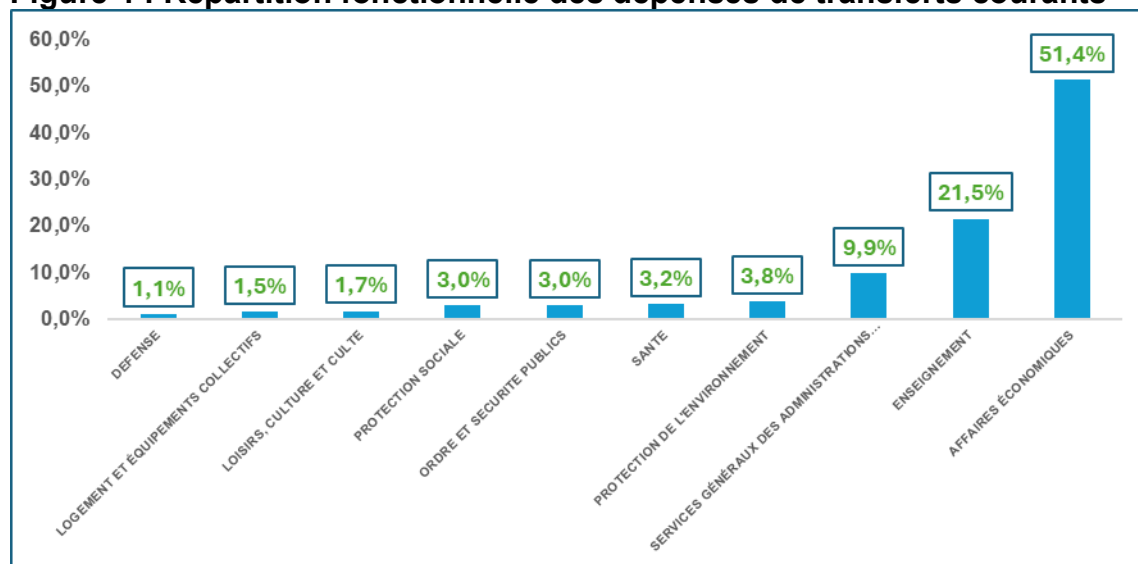
- des bourses et allocations scolaires des étudiants : 85,7 milliards ;
- des centres des œuvres universitaires : 40,2 milliards ;
- des Instituts supérieurs d'Enseignement professionnel (ISEP) et structures de formation professionnelle : 3,0 milliards ;
- des universités : 75,3 milliards ;
- et des écoles d'ingénieurs : 2,7 milliards.

Divers autres transferts ont été opérés au profit de certaines entités, notamment :

- l'Office des Forages ruraux, pour la réalisation d'ouvrages hydrauliques à hauteur de 2,5 milliards ;
- les hôpitaux publics : 18,2 milliards ;
- l'Agence sénégalaise de la Couverture sanitaire universelle : 19,4 milliards.

Les transferts au profit des services non personnalisés de l'État (SNPE³) ont été exécutés à hauteur de 94,3 milliards, soit 75,7% du total des crédits ouverts (124,5 milliards). Il convient de préciser que dans le cadre du renforcement de la transparence budgétaire, le Gouvernement s'est engagé à prendre toutes les dispositions appropriées pour réduire progressivement ces transferts. Ainsi, toutes les dépenses exécutées par lesdits services seront intégralement retracées dans les comptes du trésor public **selon leur nature économique** (acquisition de biens et services et dépenses d'investissement exécutées par l'Etat).

Figure 4 : Répartition fonctionnelle des dépenses de transferts courants



Source : Ministère des Finances et du Budget/DGB

³ Le Services non personnalisés de l'Etat sont les services propres des ministères et institutions non dotés de la personnalité juridique.

III.2 Les dépenses en capital

Les dépenses en capital (investissements publics) ont été réalisées à hauteur de 1 092,2 milliards à fin septembre 2025, soit un niveau d'exécution de 56,4% par rapport aux prévisions de la LFR. Elles sont composées des dépenses d'investissement sur ressources internes (418,9 milliards) et des dépenses d'investissement sur ressources externes (673,3 milliards).

III.2.1 Les dépenses d'investissement financées sur ressources internes

Ces dépenses sont composées des dépenses d'investissement directement exécutées par l'État et des transferts en capital.

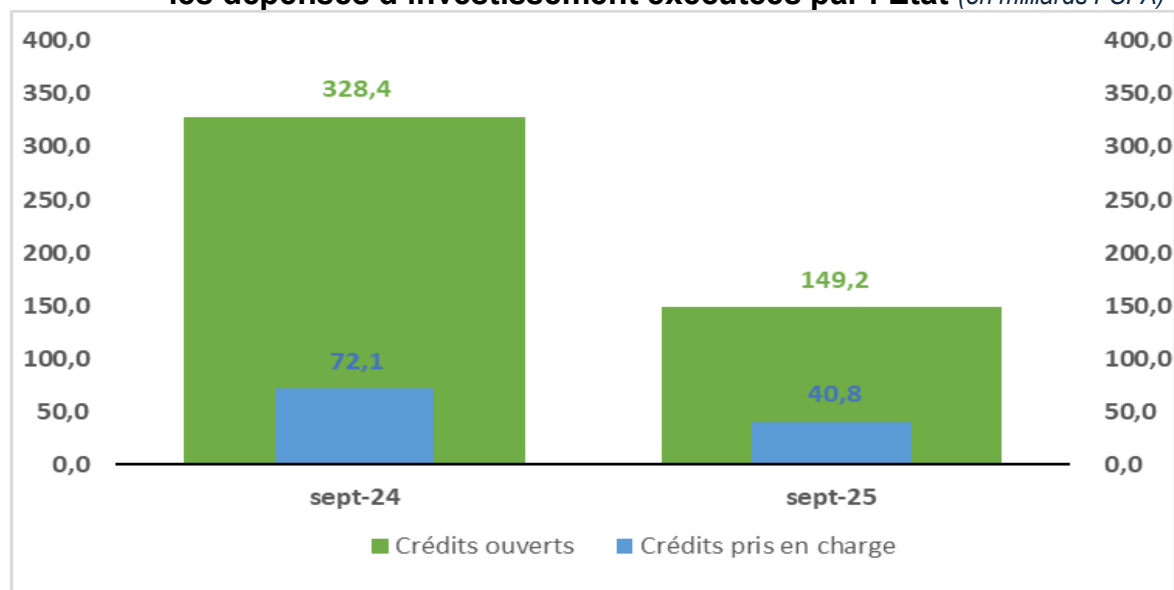
Les dépenses d'investissement directement exécutées par l'État sont celles réalisées à travers les services des ministères et des institutions constitutionnelles.

Les transferts en capital constituent des dépenses d'investissements réalisées pour le compte de l'État par des entités disposant d'une personnalité juridique et d'une autonomie financière, appelées « services personnalisés de l'État » notamment les agences, les établissements publics et d'autres structures administratives similaires ou assimilées.

III.2.1.1 Les dépenses d'investissement exécutées par l'État

A fin septembre 2025, les investissements exécutés par l'État se sont chiffrés à 40,8 milliards, soit 27,4% des prévisions de la LFR. Toutefois, il convient de souligner qu'un certain effet de rattrapage est attendu au cours du quatrième trimestre, en lien avec le dénouement des procédures de contractualisation et de réception, période coïncidant également avec la clôture de l'exercice budgétaire.

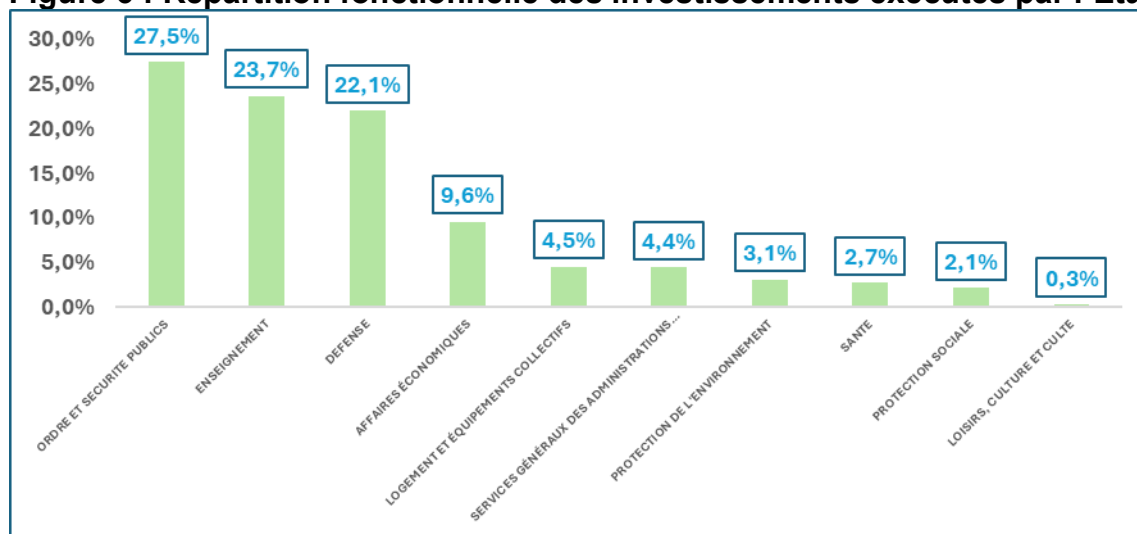
Figure 5 : Comparaison des crédits ouverts et des crédits pris en charge pour les dépenses d'investissement exécutées par l'État (en milliards FCFA)



Source : Ministère des Finances et du Budget/DGB

Par destination fonctionnelle, l'exécution des dépenses d'investissement exécutés par l'État se présente comme suit :

Figure 6 : Répartition fonctionnelle des investissements exécutés par l'État



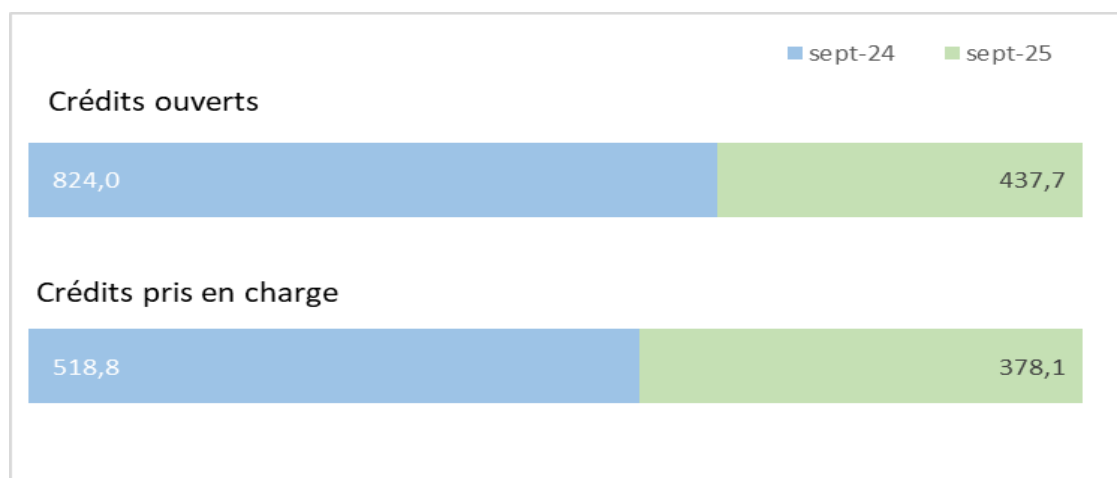
Source : Ministère des Finances et du Budget/DGB

Ces investissements sur ressources internes ont principalement concerné l'« Ordre et Sécurité publics », l'« Enseignement » et la « Défense » qui ont enregistré des niveaux d'exécution respectifs de 11,0 milliards (27,5% du total), 9,5 milliards (23,7%) et 8,8 milliards (22,1%).

III.2.1.2 Les transferts en capital

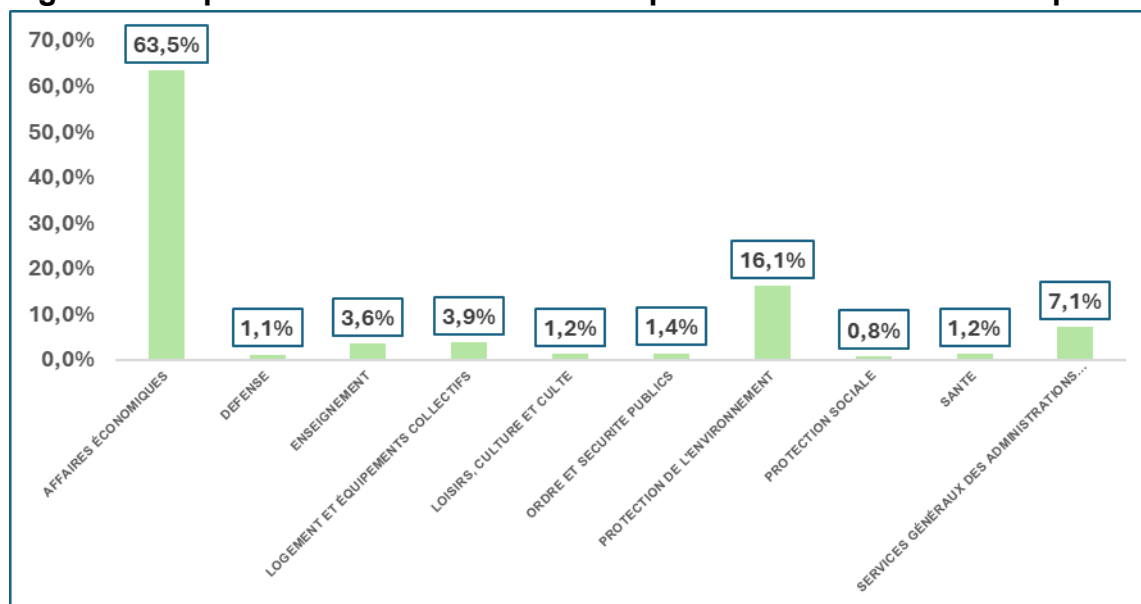
Au terme des neuf premiers mois de l'année 2025, les transferts en capital au profit des services personnalisés de l'État ont atteint 378,1 milliards, soit 86,4% des crédits ouverts (contre 518,8 milliards la même période de l'année précédente).

Figure 7 : Comparaison des crédits ouverts et des crédits pris en charge pour les dépenses de transferts en capital (en milliards FCFA)



Source : Ministère des Finances et du Budget/DGB

Par destination fonctionnelle, les dépenses d'investissement exécutées par les services personnalisés de l'État se présentent comme suit :

Figure 8 : Répartition fonctionnelle des dépenses de transferts en capital

Source : Ministère des Finances et du Budget/DGB

Les transferts en capital sont tirés principalement par les « affaires économiques » à hauteur de 231,4 milliards, soit 63,5% du total avec les programmes et dotations ci-après :

- « l'augmentation de la productivité et de la valorisation des produits agricoles » (112,8 milliards ou 48,7% du total des crédits pour le financement de la campagne agricole) ;
- « la dotation des charges non réparties » avec le programme d'investissement SOGEPA (SUKUK) et la Maison des Nations unies : 32,5 milliards ;
- « le développement, gestion et entretien des infrastructures routières » : 28,7 milliards (12,4%) dont 12 milliards pour l'entretien routier ;
- « le développement communautaire et Équité territoriale » avec le projet d'électrification de 2000 villages (4,5 milliards), le programme de modernisation des villes du Sénégal (PROMOVILLES) (3,2 milliards) et le programme d'urgence de développement communautaire (2,5 milliards) ;
- « les autres transferts en capital avec notamment le financement du développement territorial via le Fonds d'Équipement des Collectivités territoriales (41,5 milliards), le Fonds Souverain d'investissements Stratégiques (FONSIS) dans le cadre du renforcement des capacités du secteur privé (5,6 milliards), le projet d'assainissement de Touba (7,5 milliards), le projet d'alimentation en eau potable de Touba (1,7 milliard), la réhabilitation et le renforcement des ouvrages d'assainissement (2,0 milliards).

Dans le cadre de la lutte contre les inondations, un montant global de 5,6 milliards a été exécuté à travers le « Projet de Gestion intégrée des Inondations (PGIIS) » pour 0,22 milliard, la « lutte contre les inondations - Matrice Actions Prioritaires » pour 3,9 milliards et le « projet de construction de digues de protection et réinstallation des sinistres » pour 1,5 milliard.

III.2.2 Les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures

Le Sénégal bénéficie de ressources extérieures sous forme de dons en capital et de prêts pour financer des projets de développement dans divers secteurs d'activité. L'analyse qui suit met en exergue :

- les investissements réalisés par l'administration centrale (ministères et autres institutions ainsi que les agences et autres structures assimilées) et impactant le déficit budgétaire ;
 - les investissements globaux financés sur ressources extérieures et intégrant les rétrocessions et les prêt-programmes pour les résultats (PforR).
- **Les investissements sur ressources extérieures réalisés par l'administration centrale budgétaire**

Les dépenses d'investissement sur ressources extérieures réalisées par l'administration centrale budgétaire se sont établies à 673,3 milliards. Elles sont financées par des prêts pour un montant de 632,4 milliards et des dons en capital pour 40,9 milliards.

- **Les investissements totaux financés sur ressources extérieures**

A fin septembre 2025, le montant total des dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures y compris les rétrocessions s'est situé à 734,4 milliards. Elles sont financées par des prêts projets pour un montant de 685,5 milliards⁴ et des dons en capital pour 48,7 milliards.

⁴ Le montant de 734,5 milliards est composé de prêts projets de 632,4 milliards exécutés par l'Etat, de prêts rétrocédés de 59,9 milliards, d'un prêt pour acquisition d'actifs financiers (actions) pour 6,7 milliards et d'un tirage programme sous forme de PforR pour 35,4 milliards.

Tableau 5 : Répartition des tirages par secteur économique
(en milliards FCFA)

Secteurs	Emprunts	Subventions	TOTAL	Part
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	
Primaire	85,4	9,3	94,7	12,9%
Secondaire	53,9	11,7	65,7	8,9%
Tertiaire	274,3	2,2	276,5	37,6%
Quatemaire	272	25,5	297,5	40,5%
Total	685,5	48,7	734,4	100,0%

Source : Ministère des Finances et du Budget/DGB/DODP

L'analyse de la répartition sectorielle indique que les ressources extérieures sont principalement orientées vers le secteur quaternaire qui a mobilisé 297,5 milliards, soit 40,5% du total de ces financements. Ces fonds ont permis pour l'essentiel la poursuite des travaux dans les sous-secteurs de l'hydraulique urbaine et assainissement (87,6 milliards), du développement social (47,5 milliards) et de l'habitat et urbanisme (37,4 milliards).

Le secteur tertiaire vient en deuxième position avec une mobilisation de 276,5 milliards, soit 37,6%. Les dépenses dudit secteur sont principalement orientées vers les transports routiers (216,9 milliards) et les transports ferroviaires (39,8 milliards).

Pour leur part, les secteurs primaire et secondaire concentrent respectivement 94,7 milliards (12,9%) et 65,7 milliards (8,9%). Ces ressources ont été absorbées essentiellement par les sous-secteurs de l'agriculture (68,5 milliards) et de l'énergie (50,4 milliards).

Les investissements par les rétrocessions⁵ se présentent comme suit :

Tableau 6 : Situation des décaissements des rétrocessions à fin septembre 2025
(en milliards FCFA)

Bailleurs	Projet/Programme	Rétrocessions		
		Emprunts	Subventions	Total
Banque islamique de Développement (BID)	Projet de construction d'une unité de vaccin contre le covid / MADIBA	0,4		0,4
	Projet de construction d'une troisième usine de traitement d'eau à Keur Momar Sarr (KMS 3)	2,6	0,0	2,6
	Projet d'appui a l'accès a l'électricité (PAMACEL)	0,7		0,7
Banque mondiale (BM)	Projet de réalisation d'une unité de dessalement eau de mer	22,1		22,1
	Projet Régional d'Accès L'Électricité, Technologie, Stockage batteries (BEST)	9,6	7,3	16,9
KFW	Projet d'amélioration de l'accès à l'électricité au Sénégal (ex PATMEPS)	7,2		7,2
	Projet de renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable de quatre centres fluviaux	10,0		10,0
TOTAL		52,6	7,3	59,9

Source : Ministère des Finances et du Budget/DGB/DODP

Les rétrocessions sont orientées, pour l'essentiel, vers le financement du secteur de l'hydraulique (34,8 milliards), de l'énergie (24,8 milliards) et de la santé (0,4 milliard).

⁵ Les rétrocessions sont des emprunts contractés par l'Etat auprès de partenaires techniques et financiers et rétrocédés sous formes de prêts à des entités publiques, notamment les sociétés publiques. Dans le cadre du TOFE de l'administration centrale budgétaire, les rétrocessions sont traitées comme un passif (emprunts effectués par l'Etat) et un actif (prêt accordé par l'Etat à l'entité publique bénéficiaire de la rétrocession). Les investissements réalisés avec ces ressources sont comptabilisés dans le déficit du secteur public et non dans celui de l'administration centrale budgétaire.

IV. DÉFICIT BUDGÉTAIRE À FIN SEPTEMBRE 2025

Le déficit budgétaire au terme des neuf premiers mois de l'année 2025 est ressorti à 1 059,0 milliards, soit 4,88% du PIB pour une cible annuelle de 7,82% du PIB. Le Gouvernement s'engage à poursuivre son objectif de consolidation budgétaire à travers la poursuite du renforcement de la mobilisation des recettes intérieures et une meilleure maîtrise des dépenses publiques.

Tableau 7 : Déficit budgétaire à fin septembre 2025 (en milliards FCFA)

Rubriques	Réalisations
Recettes fiscales et non-fiscales	3 202,1
<i>Recettes fiscales</i>	2 987,9
<i>Recettes non-fiscales</i>	214,2
Dons	52,0
<i>Dons budgétaires</i>	3,3
<i>Dons en capital</i>	48,7
Total recettes (1)	3 254,0
Dépenses ordinaires	3 220,8
<i>Intérêts de la dette</i>	705,7
<i>Dépenses de personnel</i>	1 082,8
<i>Acquisitions de biens et services</i>	262,8
<i>Transferts courants</i>	1 169,4
Dépenses en capital	1 092,2
Dépenses en capital sur ressources internes	418,9
<i>Investissements exécutés par l'Etat</i>	40,8
<i>Transferts en capital</i>	378,1
Dépenses en capital sur ressources externes	673,3
Total dépenses (2)	4 313,0
Déficit budgétaire (1) – (2)	-1 059,0

Source : Ministère des Finances et du Budget/DGB

V. EXÉCUTION DU FONDS NATIONAL DE RETRAITE

A fin septembre 2025, les recettes générées par le régime de base se sont chiffrées à 118,1 milliards et celles du régime complémentaire ont atteint 19,2 milliards, soit un cumul de 137,9 milliards.

Comparativement à la même période de l'année précédente, les recettes globales ont augmenté de 6,3 milliards, en lien avec le nombre de cotisants qui a évolué de 9 027.

Pour leur part, les dépenses ont été exécutées, à fin septembre 2025, pour un montant de 112,2 milliards, représentant un taux de réalisation de 67,1% par rapport aux prévisions de la LFR 2025.

En référence à la même période de l'année 2024, les dépenses ont augmenté de 4,2 milliards en raison, principalement, de la hausse du nombre de pensionnés de 1,7% (+ 1 263 individus).

Au total, la situation d'exécution budgétaire du FNR fait ressortir un solde annuel excédentaire de 25,7 milliards à fin septembre 2025, après un excédent de 23,6 milliards à fin septembre 2024, soit une amélioration de 2,1 milliards.

VI. SITUATION DES ORGANISMES PUBLICS

Les organismes publics suivis, au nombre de cent soixante-huit (168), cumulent un budget de 2 210,0 milliards. Il est réparti en crédits de fonctionnement pour un montant de 1 330,6 milliards, soit 60,2% des prévisions, et les dotations réservées à l'investissement pour 879,4 milliards, représentant 39,8% du budget. Les crédits ouverts pour les dépenses de personnel sont évalués à 327,6 milliards, représentant 24,6% du budget de fonctionnement et 14,8% du budget global.

Les crédits ont été globalement exécutés pour un montant de 1 053,0 milliards à fin septembre 2025, soit un taux de 47,7%. L'analyse détaillée montre que les dépenses de fonctionnement ont été réalisées à hauteur de 762,9 milliards et celles d'investissement à 290,1 milliards.

Les recettes ont été globalement mobilisées à hauteur de 1 244,2 milliards, soit 56,3%.

VII. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

À fin septembre 2025, l'exécution budgétaire reste globalement maîtrisée. Les recettes du budget général ont été mobilisées à hauteur de 3 254,0 milliards (soit 69,7% des prévisions annuelles), tandis que les dépenses ont été exécutées à 4 313,0 milliards (67,8%). Le déficit budgétaire est ressorti à 1 059,0 milliards (4,88% du PIB) contre une cible annuelle de 7,82% du PIB.

Pour le quatrième trimestre 2025, le Gouvernement s'engage à maintenir le cap de la consolidation budgétaire. En effet, des efforts seront intensifiés pour améliorer la mobilisation des recettes fiscales et non fiscales ainsi que des ressources de trésorerie, tout en accélérant en particulier l'exécution des investissements financés aussi bien sur ressources internes que sur ressources externes.

ANNEXES

Annexe 1 : Situation d'exécution budgétaire par nature économique, sur ressources internes hors dépenses de personnel et charges sur la dette, au 30 septembre 2025

SITUATION EXECUTION 2025 AU 30 SEPTEMBRE 2025 (BUDGET GENERAL RESSOURCES INTERNES) PAR NATURE ECONOMIQUE DES DEPENSES (TITRES)					
Secti	Libellé Section	Titre	Crédits ouverts	Crédits ordonnancé	Crédits PEC
21	Présidence de la République	acquisition de biens et services	7 013 415 203	2 587 081 991	2 304 003 181
21		Transferts courants	41 752 094 812	34 284 594 812	33 600 809 812
21		Investissements exécutés par l'Etat	467 249 980	-	-
21		Transferts en capital	4 429 360 648	2 521 020 000	1 961 020 000
21	Total Présidence de la République		53 662 120 643	39 392 696 803	37 865 832 993
22	Assemblée Nationale	Transferts courants	20 781 015 137	15 743 500 000	15 719 800 000
22		Investissements exécutés par l'Etat	1 000 000 000	250 000 000	250 000 000
22		Transferts en capital	3 032 204 667	3 032 204 667	3 032 204 667
22			24 813 219 804	19 025 704 667	19 002 004 667
25	Conseil Constitutionnel	Transferts courants	900 000 000	712 500 000	712 500 000
25	Total Conseil Constitutionnel		900 000 000	712 500 000	712 500 000
27	Cour Suprême	Transferts courants	2 850 000 000	2 137 500 000	2 137 500 000
27		Investissements exécutés par l'Etat			
27	Total Cour Suprême		2 850 000 000	2 137 500 000	2 137 500 000
28	Cour des Comptes	Transferts courants	10 368 187 500	7 776 140 625	7 776 140 625
28		Transferts en capital	500 000 000	250 000 000	250 000 000
28	Total Cour des Comptes		10 868 187 500	8 026 140 625	8 026 140 625
30	Primature	acquisition de biens et services	6 332 976 900	3 070 592 825	2 902 057 014
30		Transferts courants	8 635 500 000	6 926 500 544	6 926 500 544
30		Investissements exécutés par l'Etat	394 593 566	269 447 717	263 603 078
30		Transferts en capital	1 450 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000
30	Total Primature		16 813 070 466	11 466 541 086	11 292 160 636
31	Ministère de l'Intégration Africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	acquisition de biens et services	46 675 627 921	28 634 264 082	27 900 157 671
31		Transferts courants	6 300 363 950	3 761 801 982	3 753 552 749
31		Investissements exécutés par l'Etat	1 731 000 000	482 722 535	452 238 562
31	Total Ministère de l'Intégration Africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur		54 706 991 871	32 878 788 599	32 105 948 982
32	Ministère des Forces Armées	acquisition de biens et services	55 729 633 696	41 323 254 774	37 896 655 301
32		Transferts courants	16 123 480 000	15 839 730 000	15 839 730 000
32		Investissements exécutés par l'Etat	15 024 141 975	9 297 601 387	8 854 889 990
32		Transferts en capital	10 440 300 000	8 190 300 000	8 190 300 000
32	Total Ministère des Forces Armées		97 317 555 671	74 650 886 161	70 781 575 291
33	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	acquisition de biens et services	23 256 671 118	18 836 038 052	17 044 270 028
33		Transferts courants	37 689 806 536	30 280 750 889	30 157 100 889
33		Investissements exécutés par l'Etat	16 048 592 792	9 201 271 292	8 413 924 700
33		Transferts en capital	1 465 400 000	-	-
33	Total Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique		78 460 470 446	58 318 060 233	55 615 295 617
34	Ministère de la Justice	acquisition de biens et services	15 655 641 054	10 880 160 525	10 185 226 628
34		Transferts courants	12 456 851 366	9 932 786 612	9 932 786 612
34		Investissements exécutés par l'Etat	6 847 921 494	2 921 506 375	2 906 024 054
34		Transferts en capital	5 604 752 000	5 000 000 000	5 000 000 000
34	Total Ministère de la Justice		40 565 165 914	28 734 453 512	28 024 037 294
35	Ministère de la Fonction publique et de la Réforme du Service public	acquisition de biens et services	1 592 862 588	805 234 619	760 664 866
35		Transferts courants	1 145 000 000	395 000 000	395 000 000
35		Investissements exécutés par l'Etat	2 078 090 831	1 020 460 493	820 261 196
35	Total Ministère de la Fonction publique et de la Réforme du Service public		4 815 953 419	2 220 695 112	1 975 926 062
37	Ministère du Travail, de l'Emploi et des Relations avec les Institutions	acquisition de biens et services	2 916 166 610	1 800 761 109	1 642 617 946
37		Transferts courants	5 700 000 000	2 652 808 253	2 652 808 253
37		Investissements exécutés par l'Etat	401 629 231	255 242 069	243 992 539
37	Total Ministère du Travail, de l'Emploi et des Relations avec les Institutions		9 017 795 841	4 708 811 431	4 539 418 738
40	Ministère des Pêches, des Infrastructures maritimes et portuaires	acquisition de biens et services	810 739 718	597 925 884	535 206 754
40		Transferts courants	11 828 876 472	8 766 427 354	8 766 427 354
40		Investissements exécutés par l'Etat	2 284 197 911	148 334 037	144 584 037
40		Transferts en capital	1 600 000 000	600 000 000	600 000 000
40	Total Ministère des Pêches, des Infrastructures maritimes et portuaires		16 523 814 101	10 112 687 275	10 046 218 145
43	Ministère des Finances et du Budget	acquisition de biens et services	15 922 077 086	8 445 965 924	7 275 855 241
43		Transferts courants	432 695 250 895	424 129 494 388	424 040 724 388
43		Investissements exécutés par l'Etat	12 776 546 641	1 643 325 168	112 536 274
43		Transferts en capital	48 604 484 012	41 627 568 987	40 527 568 987
43	Total Ministère des Finances et du Budget		509 998 358 634	475 846 354 467	471 956 684 890
48	Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage	acquisition de biens et services	2 968 714 376	1 590 566 244	1 287 074 780
48		Transferts courants	38 055 298 837	32 381 659 853	26 090 252 092
48		Investissements exécutés par l'Etat	8 016 524 870	2 587 306 476	1 892 123 129
48		Transferts en capital	118 417 023 604	118 082 500 000	116 715 000 000
48	Total Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage		167 457 561 687	154 642 032 573	145 984 450 001
50	Ministère de l'Education Nationale	acquisition de biens et services	84 326 149 819	53 067 980 517	50 076 885 636
50		Transferts courants	25 609 383 198	9 848 185 876	8 545 857 784
50		Investissements exécutés par l'Etat	26 041 038 069	9 875 556 531	8 520 178 655
50		Transferts en capital	50 600 000	-	-
50	Total Ministère de l'Education Nationale		136 027 171 086	72 791 722 924	67 142 922 075
51	Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	acquisition de biens et services	14 315 642 405	2 398 485 803	2 191 537 575
51		Transferts courants	22 475 036 225	13 972 188 665	13 572 188 665
51		Investissements exécutés par l'Etat	6 232 242 175	217 992 058	142 295 964
51		Transferts en capital	2 600 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000
51	Total Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture		45 622 920 805	18 538 666 526	17 856 022 204
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	acquisition de biens et services	32 907 436 810	24 546 367 976	23 923 400 912
54		Transferts courants	59 280 898 687	42 903 866 702	35 859 136 702
54		Investissements exécutés par l'Etat	7 609 919 508	1 353 774 205	1 079 232 878
54		Transferts en capital	1 838 499 485	1 472 000 000	1 347 000 000
54	Total Ministère de la Santé et de l'Action Sociale		101 636 754 490	70 276 008 883	62 208 770 492
56	Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique	acquisition de biens et services	5 504 708 681	4 121 785 608	3 638 507 107
56		Transferts courants	15 129 000 000	11 759 000 000	11 159 000 000
56		Investissements exécutés par l'Etat	3 721 989 590	892 977 402	330 676 376
56		Transferts en capital	250 000 000	219 685 588	219 685 588
56	Total Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique		24 605 698 271	16 993 448 598	15 347 869 071
57	Ministère de la Famille et des Solidarités	acquisition de biens et services	1 842 017 074	1 060 982 754	944 358 594
57		Transferts courants	43 108 421 612	31 680 809 262	26 548 459 262
57		Investissements exécutés par l'Etat	1 785 478 151	821 836 916	716 448 390
57		Transferts en capital	13 650 000 000	12 650 000 000	12 650 000 000
57	Total Ministère de la Famille et des Solidarités		60 385 916 837	46 213 628 932	40 859 266 246

SITUATION EXECUTION 2025 AU 30 SEPTEMBRE 2025 (BUDGET GENERAL RESSOURCES INTERNES) PAR NATURE ECONOMIQUE DES DEPENSES (TITRES)					
Section	Libellé Section	Titre	Crédits ouverts	Crédits ordonnancés	Crédits PEC
59	Ministère de la Formation Professionnelle	acquisition de biens et services	6 630 204 567	4 726 138 783	4 611 599 635
59		Transferts courants	31 798 851 900	15 381 330 728	15 381 330 728
59		Investissements exécutés par l'Etat	4 938 299 391	768 647 871	734 233 629
59	Total Ministère de la Formation Professionnelle	Transferts en capital	43 367 355 858	20 876 117 382	20 727 163 992
60	Charges non Réparties	acquisition de biens et services	58 121 355 253	46 158 550 388	45 173 000 388
60		Transferts courants	73 910 581 287	49 905 076 449	19 638 280 981
60		Investissements exécutés par l'Etat	6 070 880 266	99 600 000	-
60	Total Charges non Réparties	Transferts en capital	182 160 805 739	139 623 762 702	101 790 077 234
61	Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	acquisition de biens et services	2 495 894 981	1 525 566 005	1 432 203 376
61		Transferts courants	11 246 785 000	8 020 430 678	7 547 580 678
61		Investissements exécutés par l'Etat	18 804 530	-	-
61	Total Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Transferts en capital	3 600 000 000	2 296 433 201	2 196 433 201
61	Total Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération		17 361 484 511	11 842 429 884	11 176 217 255
63	Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique	acquisition de biens et services	607 799 481	276 155 690	213 971 273
63		Transferts courants	38 265 000 000	27 395 814 112	27 345 814 112
63		Investissements exécutés par l'Etat	1 459 847 196	252 289 405	163 698 510
63	Total Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique		40 332 646 677	27 924 259 207	27 723 483 895
64	Ministère de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire	acquisition de biens et services	847 447 638	396 131 778	314 979 926
64		Transferts courants	3 473 446 871	2 288 781 436	2 288 781 436
64		Investissements exécutés par l'Etat	1 015 573 245	660 480 782	575 852 612
64	Total Ministère de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire		5 336 467 754	3 345 393 996	3 179 613 974
66	Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines	acquisition de biens et services	1 233 595 783	701 589 582	559 314 398
66		Transferts courants	13 574 884 715	10 735 464 465	10 061 020 698
66		Investissements exécutés par l'Etat	233 097 610	2 999 000	2 999 000
66	Total Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines	Transferts en capital	8 242 150 000	6 322 150 000	6 322 150 000
66	Total Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines		23 283 728 108	17 762 203 047	16 945 484 096
67	Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires	acquisition de biens et services	6 204 057 927	4 395 929 637	3 961 957 605
67		Transferts courants	107 311 720 839	93 530 977 116	89 530 977 116
67		Investissements exécutés par l'Etat	4 582 915 577	1 532 384 559	1 190 477 278
67	Total Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires	Transferts en capital	52 896 749 003	51 024 999 002	47 342 183 148
67	Total Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires		170 995 443 346	150 484 290 314	142 025 595 147
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement	acquisition de biens et services	868 835 821	482 230 066	446 768 727
68		Transferts courants	13 312 232 972	9 946 740 952	9 167 161 450
68		Investissements exécutés par l'Etat	5 933 134 316	604 570 030	243 515 576
68	Total Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement	Transferts en capital	36 840 336 702	30 552 975 443	30 352 975 443
68	Total Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement		56 954 539 811	41 586 516 491	40 210 421 196
70	Ministère de l'Industrie et du Commerce	acquisition de biens et services	1 268 672 222	621 534 584	490 332 193
70		Transferts courants	12 305 080 033	9 483 036 549	8 801 036 549
70		Investissements exécutés par l'Etat	3 088 484 455	1 585 218 292	1 534 935 325
70	Total Ministère de l'Industrie et du Commerce	Transferts en capital	1 550 000 000	1 275 000 000	1 275 000 000
70	Total Ministère de l'Industrie et du Commerce		18 212 236 710	12 964 789 425	12 101 304 067
72	Ministère des Infrastructures et des Transports terrestres et aériens	acquisition de biens et services	1 839 109 539	943 944 315	889 434 592
72		Transferts courants	76 793 899 973	68 612 925 000	68 612 925 000
72		Investissements exécutés par l'Etat	160 320 037	2 997 200	2 997 200
72	Total Ministère des Infrastructures et des Transports terrestres et aériens	Transferts en capital	78 007 538 033	32 816 814 682	32 816 814 682
72	Total Ministère des Infrastructures et des Transports terrestres et aériens		156 800 867 582	102 376 681 197	102 322 171 474
74	Ministère du Tourisme et de l'Artisanat	acquisition de biens et services	1 147 187 746	524 312 283	472 674 383
74		Transferts courants	5 243 000 000	3 730 500 001	3 730 500 001
74		Investissements exécutés par l'Etat	1 656 700 099	235 560 464	144 853 110
74	Total Ministère du Tourisme et de l'Artisanat	Transferts en capital	868 000 000	868 000 000	868 000 000
74	Total Ministère du Tourisme et de l'Artisanat		8 914 887 845	5 358 372 748	5 216 027 494
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	acquisition de biens et services	6 382 177 712	1 237 650 783	1 066 719 401
75		Transferts courants	279 994 931 454	230 289 829 143	221 668 426 918
75		Investissements exécutés par l'Etat	6 944 706 998	711 276 796	415 085 446
75	Total Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	Transferts en capital	14 620 268 337	12 804 677 689	12 804 677 689
75	Total Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation		307 942 084 501	245 043 434 411	235 954 909 454
	Total général		2 488 711 275 928	1 926 875 579 211	1 822 853 013 307

Annexe 2 : Situation d'exécution budgétaire par programme, sur ressources internes hors dépenses de personnel et charges sur la dette, au 30 septembre 2025

SITUATION EXECUTION 2025 AU 30 SEPTEMBRE 2025 (BUDGET GENERAL RESSOURCES INTERNES)					
Section	Libellé Section	Nom Programme	Crédits ouverts	Crédits ordonnancé	Crédits PEC
21	Présidence de la République	Présidence de la République	53 662 120 643	39 392 696 803	37 865 832 993
22	Assemblée Nationale	Assemblée Nationale	24 813 219 804	19 025 704 667	19 002 004 667
25	Conseil Constitutionnel	Conseil Constitutionnel	900 000 000	712 500 000	712 500 000
27	Cour Suprême	Cour Suprême	2 850 000 000	2 137 500 000	2 137 500 000
28	Cour des Comptes	Cour des Comptes	10 868 187 500	8 026 140 625	8 026 140 625
30	Primature	Primature	16813070466	11466541086	11292160636
31	Ministère de l'Intégration Africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Coopération bilatérale et multilatérale	40 228 696 909	24 444 154 931	23 852 457 616
31		Gestion des Affaires consulaires et Promotion des Sénégalais de l'Extérieur	2 124 470 795	1 391 941 958	1 385 943 258
31		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	12 348 574 167	7 037 441 710	6 862 298 108
31		Promotion de la Diplomatie économique	5 250 000	5 250 000	5 250 000
31	Total Ministère de l'Intégration Africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur		54 706 991 871	32 878 788 599	32 105 948 982
32	Ministère des Forces Armées	Défense du territoire national	44 197 848 565	33 022 002 741	31 254 558 219
32		Pilotage coordination et gestion administrative	25 410 370 586	21 867 322 845	21 770 550 516
32		Sûreté publique et maintien de l'ordre	27 709 336 520	19 761 560 575	17 756 466 556
32	Total Ministère des Forces Armées		97 317 555 671	74 650 886 161	70 781 575 291
33	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	Administration territoriale	10 222 141 909	9 483 658 394	9 145 412 207
33		Gouvernance électorale	9 321 028 686	6 274 209 424	6 215 921 314
33		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4 167 369 090	2 105 328 193	1 432 245 806
33		Sécurité civile	10 958 912 102	5 680 540 564	5 272 140 724
33		Sécurité publique	43 791 018 659	34 774 323 658	33 549 575 566
33	Total Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique		78 460 470 446	58 318 060 233	55 615 295 617
34	Ministère de la Justice	Administration pénitentiaire	12 407 272 269	8 714 405 618	8 471 391 613
34		Bonne gouvernance et Droits humains	1 334 632 358	900 278 909	869 216 664
34		Educations surveillée et Protection judiciaire de l'Enfance	3 548 217 453	2 620 646 067	2 500 535 581
34		Justice judiciaire	8 037 492 026	3 445 996 454	3 167 574 025
34		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	15 237 551 808	13 053 126 464	13 015 319 411
34	Total Ministère de la Justice		40 565 165 914	28 734 453 512	28 024 037 294
35	Ministère de la Fonction publique et de la Réforme du Service public	Fonction publique	2 342 158 986	783 100 792	748 251 859
35		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	1 348 554 916	692 625 965	618 233 182
35		Renouveau du service public	1 125 239 517	744 968 355	609 441 021
35	Total Ministère de la Fonction publique et de la Réforme du Service public		4 815 953 419	2 220 695 112	1 975 926 062
37	Ministère du Travail, de l'Emploi et des Relations avec les Institutions	Développement de l'emploi	5 237 272 029	2 489 982 870	2 489 482 446
37		Gouvernance du marché du travail	1 894 430 826	977 085 931	919 218 503
37		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	1 441 417 303	866 698 308	813 625 954
37		Protection sociale des travailleurs	444 675 683	375 044 322	317 091 835
37	Total Ministère du Travail, de l'Emploi et des Relations avec les Institutions		9 017 795 841	4 708 811 431	4 539 418 738
40	Ministère des Pêches, des Infrastructures maritimes et portuaires	Economie Maritime	8 911 549 339	6 754 628 108	6 751 804 971
40		Pêche et Aquaculture	5 669 627 324	2 178 224 847	2 136 790 306
40		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	1 942 637 438	1 179 834 320	1 157 622 868
40	Total Ministère des Pêches, des Infrastructures maritimes et portuaires		16 523 814 101	10 112 687 275	10 046 218 145
43	Ministère des Finances et du Budget	Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	22 339 410 303	14 260 370 754	13 003 485 242
43		Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	3 808 755 479	1 771 766 747	1 482 129 377
43		Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	8 682 868 068	2 841 860 690	1 173 112 786
43		Gestion du secteur financier	3 502 788 105	2 481 816 200	2 406 199 460
43		Gestion ressources douanières et protection de l'économie	39 722 626 967	29 751 518 598	29 600 508 392
43		Pilotage, gestion et coordination du MFB	431 941 909 712	424 739 021 478	424 291 249 633
43		Total Ministère des Finances et du Budget	509 998 358 634	475 846 354 467	471 956 684 890
48	Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage	Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et appui	11 345 932 649	10 855 199 039	8 330 549 424
48		Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	127 130 939 691	120 059 204 549	118 814 214 500
48		Mise en marché des produits animaux	50 829 530	32 249 895	26 583 240
48		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5 426 606 680	4 128 362 533	3 128 637 631
48		Productions animales	5 510 040 145	4 746 716 816	3 793 460 360
48		Santé animale et Santé publique vétérinaire	1 844 113 459	394 301 855	192 258 739
48		Sécurisation de la base product et dével des infrast rurales	16 149 099 533	14 425 997 886	11 698 746 107
48	Total Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage		167 457 561 687	154 642 032 573	145 984 450 001
50	Ministère de l'Education Nationale	Educations de base des jeunes et adultes	1 530 446 904	1 323 584 876	1 230 212 994
50		Educations préscolaire	3 065 936 172	1 950 715 709	1 772 448 544
50		Enseignement Élémentaire	82 514 291 097	42 091 367 670	38 253 507 928
50		Enseignement Moyen général	11 453 894 275	3 926 784 660	3 711 990 248
50		Enseignement secondaire général	4 338 353 636	2 106 294 127	1 933 952 350
50		Pilotage ministériel, gestion et coordination administrative	33 124 249 002	21 392 975 882	20 240 810 011
50	Total Ministère de l'Education Nationale		136 027 171 086	72 791 722 924	67 142 922 075
51	Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	Développement de la Pratique et des Infrastructures sportives	25 959 347 406	6 685 385 536	6 656 123 286
51		Développement des ressources humaines et de la formation	594 124 778	164 927 100	156 576 000
51		Educations à la citoyenneté et promotion du volontariat	99 991 019	13 339 514	10 185 438
51		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 459 739 759	1 479 675 676	1 216 050 227
51		Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	9 274 293 861	6 717 573 966	6 419 092 323
51		Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	3 039 467 703	1 733 140 767	1 666 223 780
51		Promotion socioéconomique des jeunes	2 560 500 000	1 687 500 000	1 687 500 000
51		Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupe	635 456 279	57 123 967	44 271 150
51	Total Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture		45 622 920 805	18 538 666 526	17 856 022 204

	SITUATION EXECUTION 2025 AU 30 SEPTEMBRE 2025 (BUDGET GENERAL RESSOURCES INTERNES) TITRE 3 4 5 6				
	Section	Libellé Section	Nom Programme	Crédits ouverts	Crédits ordonnancés
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	43 333 121 722	32 904 418 284	30 287 208 384
54		Protection sociale	2 014 592 883	1 447 861 496	1 369 801 254
54		Santé de base	22 389 260 764	13 376 379 715	8 285 284 507
54		Santé de référence	33 899 779 121	22 547 349 388	22 266 476 347
54	Total Ministère de la Santé et de l'Action Sociale		101 636 754 490	70 276 008 883	62 208 770 492
56	Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique	Conservation de la biodiversité et gestion des aires protégées	3 142 871 851	1 437 341 363	897 016 196
56		Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	18 744 457 832	13 575 537 121	12 576 462 692
56		Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des OGM	653 619 280	373 756 360	344 943 377
56		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 064 749 308	1 606 813 754	1 529 446 806
56	Total Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique		24 605 698 271	16 993 448 598	15 347 869 071
57	Ministère de la Famille et des Solidarités	Autonomie Economique des femmes	2 581 741 022	1 611 525 776	1 549 529 523
57		DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITÉ TERRITORIALE	12 772 069 658	12 737 606 694	12 719 046 170
57		Enfance	1 661 102 519	1 029 469 195	1 008 797 666
57		EQUITÉ SOCIALE	39 489 338 420	29 147 295 521	24 064 945 521
57		Famille et genre	2 810 435 565	982 138 457	938 945 279
57		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	1 071 229 653	705 593 289	578 002 087
57	Total Ministère de la Famille et des Solidarités		60 385 916 837	46 213 628 932	40 859 266 246
59	Ministère de la Formation Professionnelle	Développement de l'apprentissage	1 243 285 077	373 460 624	348 467 870
59		Développement des offres de formation professionnelle	40 728 978 401	19 649 519 079	19 553 474 347
59		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	1 395 092 380	853 137 679	825 221 775
59	Total Ministère de la Formation Professionnelle		43 367 355 858	20 876 117 382	20 727 163 992
60	Charges non Réparties	DOTATION CHARGES NON REPARTIES	182 160 805 739	139 623 762 702	101 790 077 234
60	Total Charges non Réparties		182 160 805 739	139 623 762 702	101 790 077 234
61	Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	Coopération et Développement des Partenariats publics	2 772 253 505	1 969 317 627	1 955 948 245
61		Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	13 291 922 237	8 871 033 904	8 459 060 122
61		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	1 297 308 769	1 002 078 353	761 208 888
61	Total Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération		17 361 484 511	11 842 429 884	11 176 217 255
63	Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique	Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	13 817 732 421	9 601 525 900	9 544 245 900
63		Economie numérique	9 363 480 028	6 105 453 452	6 004 561 365
63		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	340 000 636	181 376 205	141 785 289
63		Secteur postal	16 811 433 592	12 035 903 650	12 032 891 341
63	Total Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique		40 332 646 677	27 924 259 207	27 723 483 895
64	Ministère de la Microfinance et de l'Economie sociale et solidaire	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	642 705 481	363 998 328	313 350 396
64		Promotion de la microfinance	3 506 751 638	2 217 279 268	2 103 772 178
64		Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	1 187 010 635	764 116 400	762 491 400
64	Total Ministère de la Microfinance et de l'Economie sociale et solidaire		5 336 467 754	3 345 393 996	3 179 613 974
66	Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines	Electrification rurale et Energies renouvelables	3 871 492 933	2 991 963 857	2 987 785 068
66		Géologie	1 741 120 029	1 297 354 400	989 355 400
66		Mines	3 637 397 601	2 702 799 669	2 694 174 669
66		Optimisation du système d'offre d'électricité	7 787 164 110	5 646 444 030	5 645 851 030
66		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4 165 746 343	3 401 942 301	3 088 247 329
66		Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et produits pétroliers	2 080 807 092	1 721 698 790	1 540 070 600
66	Total Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines		23 283 728 108	17 762 203 047	16 945 484 096
67	Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires	Aménagement et développement urbain	5 047 428 797	3 318 847 376	2 315 888 368
67		Cadre de vie	54 118 598 162	48 645 257 861	44 117 207 516
67		Cohérence territoriale	4 864 118 926	3 578 102 828	2 848 413 128
67		Financement du développement territorial	89 348 286 730	82 482 971 137	81 078 286 329
67		Gouvernance territoriale	3 063 560 908	2 220 028 332	2 197 670 717
67		Logement, construction d'équipement et d'infrastructures	10 459 714 976	7 723 110 934	7 691 742 936
67		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4 093 734 847	2 515 971 846	1 776 386 153
67	Total Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires		170 995 443 346	150 484 290 314	142 025 595 147
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement	Gestion Intégrée des Ressources en Eau	6 441 684 775	4 686 830 142	4 622 989 433
68		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	1 982 149 814	760 790 477	757 290 477
68		Programme d'Accès à l'Eau Potable	23 059 253 539	16 682 927 069	15 827 792 259
68		Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	25 471 451 683	19 455 968 803	19 002 349 027
68	Total Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement		56 954 539 811	41 586 516 491	40 210 421 196
70	Ministère de l'Industrie et du Commerce	compétitivité de l'industrie sénégalaise	2 855 663 061	1 800 658 259	1 793 658 369
70		Développement du marché intérieur et de la consommation	6 182 063 918	4 462 388 728	4 441 438 104
70		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 859 009 020	2 207 079 384	1 457 829 226
70		Promo et développement Entrepreneurial privé et des PME	3 007 619 013	2 141 816 017	2 106 100 738
70		Promotion et valorisation des produits locaux	1 350 000 000	1 012 500 000	1 012 500 000
70		Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce international	1 957 881 698	1 340 347 037	1 289 777 630
70	Total Ministère de l'Industrie et du Commerce		18 212 236 710	12 964 789 425	12 101 304 067
72	Ministère des Infrastructures et des Transports terrestres et aériens	développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport	20 788 059 762	20 460 472 771	20 460 472 771
72		Développement des infrastructures aéroportuaires	15 652 475 441	7 017 816 142	7 015 598 640
72		Développement et modernisation des services de transport	15 656 098 194	11 357 654 530	11 352 581 268
72		Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures	69 886 621 899	35 156 834 472	35 150 735 402
72		Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	33 534 060 732	27 710 990 492	27 708 994 699
72		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	1 283 551 554	672 912 790	633 788 694
72	Total Ministère des Infrastructures et des Transports terrestres et aériens		156 800 867 582	102 376 681 197	102 322 171 474
74	Ministère du Tourisme et de l'Artisanat	Développement de l'artisanat	2 498 239 647	1 975 828 903	1 971 965 701
74		Développement de l'Offre touristique	3 748 491 308	1 887 261 431	1 833 765 002
74		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	765 067 433	416 066 748	383 113 696
74		Promotion de la Destination	1 612 656 945	973 968 479	970 971 279
74		Transformation Encadrement Economie informelle	290 432 512	105 247 187	56 211 816
74	Total Ministère du Tourisme et de l'Artisanat		8 914 887 845	5 358 372 748	5 216 027 494
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	Education supérieure	137 384 314 359	99 740 098 136	94 680 869 286
75		OEuvres sociales universitaires	164 032 843 063	144 106 466 949	140 203 686 984
75	Total Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation		6 524 927 079	1 196 869 326	1 070 353 184
75			307 942 084 501	245 043 434 411	235 954 909 454
Total général			2 488 711 275 928	1 926 875 579 211	1 822 853 013 307